

“Des preuves d’ingérence de l’Iran”

Bahreïn

Rencontre avec le prince Khalifa ben Salman al-Khalifa, premier ministre du royaume. L’agitation fomentée dans son pays depuis 2011 serait téléguidée de l’étranger.

Avec 1,3 million d’habitants, Bahreïn est l’un des plus anciens pays du Golfe. Habituellement calme, l’archipel est confronté depuis février 2011 à une agitation larvée, marquée par la menace terroriste. L’homme fort du régime, le prince Khalifa ben Salman al-Khalifa, nous a accordé l’une de ses rares interviews.

À quoi correspondent ces troubles à Bahreïn ?

Cette agitation nous a surpris, car le royaume est un pays tranquille, ouvert sur le monde, connu pour sa cohésion sociale, sa tolérance et la bonne entente entre les différentes religions et ethnies. Nous vivons à Bahreïn une expérience démocratique parlementaire où toutes les composantes sont représentées à travers une Chambre élue détenant les pouvoirs législatif et de supervision, conformément à la Constitution. La croissance économique et sociale est en progrès continu.

Que s’est-il passé ?

Les événements dans d’autres pays arabes ont sans doute poussé certains à tenter de profiter de la situation. L’agitation a éclaté en pleine expérience démocratique parlementaire, sans raisons objectives. Notre État fournit aux citoyens des avantages comparables à ceux des pays les plus développés, parfois même plus, comme la gratuité totale de la santé, des services sociaux, de l’éducation et du logement, avec des hébergements proposés aux citoyens aux revenus limités. L’État ne perçoit pas d’impôts sur les individus et les sociétés.

“Une main étrangère a voulu profiter de notre ouverture et de nos libertés.”

Prince Khalifa ben Salman al-Khalifa

Une animosité entre sunnites et chiïtes a-t-elle joué un rôle ?

Cette prétendue opposition confessionnelle, aussi simpliste que fallacieuse, est une manipulation antibahreïnne. Nous affrontons des forces obscurantistes réunies autour d’une association politico-religieuse sectaire qui prétend imposer une théocratie à l’iranienne et cherche à faire reculer le pays. Cet obscurantisme a éclaté au grand jour lorsqu’elle s’est opposée à la loi qui garantit la promotion de la femme. Je précise que cette même loi garantit l’égalité entre tous les citoyens, ainsi que la liberté religieuse.

L’Iran est-il impliqué ?

Des preuves nombreuses confirment son ingérence. Une main étrangère a voulu profiter de notre ouverture et de nos libertés pour manipuler le facteur confessionnel et déstabiliser notre pays par la violence et le terrorisme, en tuant des policiers, en perpétrant des attaques à la bombe et en bloquant la

liberté de circuler des citoyens dans le but de porter atteinte à l’économie. L’enjeu est géopolitique, c’est pourquoi nous avons l’entier soutien de nos partenaires du Conseil de coopération du golfe Arabe.

L’élection du nouveau président iranien, Hassan Rohani, modifie-t-elle la donne ?

Il faudra juger sur pièces si le régime iranien cesse de s’ingérer dans les affaires des pays arabes. Notre souci est d’établir de bonnes relations avec tous les pays, sur la base du respect mutuel et de la non-ingérence.

Cette agitation a-t-elle détérioré le climat des affaires ?

Les solides fondamentaux de notre économie ont permis de surmonter cette crise et de garder un bon taux de croissance. Outre sa qualité de vie, son esprit de tolérance et l’ouverture économique, Bahreïn offre la sécurité juridique, diverses incitations aux investisseurs, une approche libérale, un bon climat des affaires, une réelle compétence grâce aux efforts consentis dans la formation et un système financier et bancaire performant.

Comment votre pays s’est-il engagé dans la lutte antiterroriste ?

Nos deux Chambres ont présenté, fin juillet, des recommandations à Sa Majesté le roi Hamad, qui a chargé le gouvernement de leur mise en application. Le gouvernement a pris des mesures dont les résultats sont positifs, même si des actes limités de violence persistent encore ici ou là pour essayer de saboter le dialogue national.

Et les droits de l’homme ?

Notre État de droit offre toutes les garanties juridiques aux personnes poursuivies, de par notre respect des droits de l’homme et notre volonté de les protéger. Nous traitons le dossier des droits de l’homme en toute objectivité et transparence. J’aimerais que ceux qui nous mettent en cause s’intéressent aussi aux violations des droits de l’homme par les agitateurs, qui exploitent des enfants en les incitant à commettre des actes de violence, notamment quand ils utili-



ROYAUME DE BAHREÏN



Bahreïn est un pays déterminant pour la sécurité du golfe Arabo-Persique.

► sent de jeunes enfants en tant que boucliers humains. Le roi Hamad a promulgué en 2009 un code de la famille novateur, qui reconnaît l'égalité homme-femme et veille à la non-discrimination. En outre, il existe à Bahreïn une association des droits de l'homme qui s'accorde avec les principes de Paris ratifiés par l'Organisation des Nations unies et travaille en totale indépendance pour superviser tout ce qui a trait aux libertés fondamentales.

Que pensez-vous des printemps arabes ?

Ce qui s'est passé n'a été qu'une vague de désordres. Ce que certains, en Occident, ont qualifié de printemps arabe n'a attiré que les destructions et l'insécurité. Regardez l'Égypte, la Libye, la Tunisie ! À cela s'ajoute le jeu louche de certaines puissances étrangères régionales, cherchant à provoquer des divisions confessionnelles ou ethniques.

La crise syrienne peut-elle entraîner un séisme régional ?

Il faut restaurer en Syrie l'unité, la stabilité et la sécurité, afin d'éviter un embrasement régional. Nous apportons notre appui à la Ligue des États arabes, qui appelle la communauté internationale à assumer ses responsabilités à travers les Nations unies.

Qu'attendez-vous de la France ?

Historiquement, c'est un pays ami avec lequel nous partageons les mêmes positions et la même approche stratégique. La France a une vision claire et ferme. Nous espérons qu'elle approfondira ses relations avec les pays du Golfe, notamment avec Bahreïn. Les sociétés et les touristes français y sont toujours les bienvenus. ●

Propos recueillis par Zeina el-Tibi

Bahreïn, l'archipel stratégique

Golfe

Clé de la sécurité de cette région à haute tension, ce petit État entretient des relations privilégiées avec les États-Unis, l'Otan et la France.

Confirmée dans notre interview du premier ministre de Bahreïn, l'ombre de l'Iran est une donnée permanente de ce micro-État de 711 kilomètres carrés, faiblement peuplé – 1,3 million d'habitants, dont près de 54 % sont des étrangers expatriés –, célèbre pour sa civilisation antique (Dilmun), son site perlier (au patrimoine mondial de l'Unesco) et son circuit de F1. Cet archipel de 33 îles fut sous la domination de l'Empire perse jusqu'à sa conquête, en 1783, par la famille princière sunnite Al-Khalifa. Elle obtint alors l'appui du Royaume-Uni qui fit du royaume son protectorat, jusqu'à l'indépendance, le 15 août 1971.

Adossé à l'Arabie Saoudite, ce "caillou stratégique" est situé au centre du golfe Arabo-Persique, à 200 kilomètres au sud-ouest des côtes iraniennes.

Le royaume prépare l'après-pétrole en installant une solide base bancaire internationale.

Le pétrole (découvert en 1932) est en voie de tarissement, mais cette ressource assure encore 25 % du PIB, un PIB par habitant de 23 476 dollars et un indice de développement humain élevé, sans le clinquant de ses voisins de Dubaï ou du Qatar.

Cette monarchie parlementaire a adopté une ligne politique modérée, malgré un contexte sensible, comme le montre l'agitation fomentée, depuis 2011, dans la communauté chiite. Le royaume jouit d'une certaine ouverture politique (le droit de vote et d'éligibilité a été accordé aux femmes en 2002) et offre une réelle tolérance à l'égard des chrétiens. La diversification en cours est prudemment gérée par le roi Hamad ben Issa al-Khalifa. La fiscalité attractive et une croissance de près de 4 % ont fait du royaume une solide place bancaire, qui justifie la présence de nombreuses sociétés étrangères.

Bahreïn bénéficie surtout d'une belle "assurance vie" avec le quartier général de la 6^e flotte américaine. Classé "allié majeur hors Otan" depuis 2001, il est une clé de la sécurité régionale.

Présente avec un volume d'échanges d'environ 1 milliard d'euros (avec un solde positif de 184 millions d'euros), grâce à la livraison d'Airbus, la France reprend ses activités, atténuées depuis février 2011. Christian Testot, notre ambassadeur à Manama, est un familier des postes "chauds". Après Damas, le Tchad et Beyrouth, il fut en 2011 haut représentant civil en Kapisa et Surobi (Afghanistan). ● Frédéric Pons



Le prince Al-Khalifa dans les rues de Manama. Ici, le printemps arabe n'a pas pris.